

Liste non exhaustive de
Revendications auprès du gouvernement VALLS
émanant d'opposants au barrage de Sivens

- Annulation définitive du projet de barrage de Sivens
- Reconnaissance officielle du ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve, du directeur de la gendarmerie nationale Denis Favier et du Préfet du Tarn M. Gentilhomme, de leurs responsabilités respectives, ainsi que celle de la gendarmerie nationale, dans la mort de Rémi Fraisse.
- Garantie de l'absence de police et de gendarmerie sur le site de Sivens.
- Amnistie de toutes les personnes inculpées dans le cadre de la lutte contre le barrage de Sivens (sur site et partout en France).
- Suppression des armes offensives de la police : armes de tir taser, flashballs, lanceur de balles de défense LBD40 et des grenades GLIF4 et DBD et publication de tous les rapports ayant conduits à l'homologation de ces armes.
- Déclaration d'Utilité Publique et d'Intérêt Général de toutes les zones humides en tant que tel. Impossibilité de déclarer d'utilité publique ou d'intérêt général tout projet localisé sur une zone humide.
- Grand débat public national sur les Projets Nuisibles et Imposés (PNI).
- Remise en cause des Partenariats Public/Privé (PPP) et des Délégations de Service Publique (DSP) qui sont à l'origine de tous ces projets spéculatifs

- Réformer le processus d'enquête publique pour le rendre efficace et démocratique : Réelle information des populations sur les projets, relais médiatiques des expertises associatives et populaires. Rendre les rapports d'experts consultatifs et les avis populaires décisionnaires. Laisser la place aux solutions alternatives.